

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine, du Logement, de la Propreté publique et de la Coopération au développement,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,

G. VANHENGEL

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie, de la Recherche scientifique et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente,

B. CEREXHE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics,

P. SMET

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Environnement, de l'Energie et de la Politique de l'Eau,

Mme E. HUYTEBROECK

Notes

(1) *Documents du Parlement* :

Session ordinaire 2006/2007

A-312/1. Projet de règlement

A-312/2. Rapport (renvoi)

Compte rendu intégral

Discussion : séance du jeudi 21 décembre 2006.

Adoption : séance du vendredi 22 décembre 2006.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing, Huisvesting, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking,

Ch. PICQUE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting,

Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

G. VANHENGEL

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

B. CEREXHE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit, en Openbare Werken,

P. SMET

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu, Energie en Waterbeleid,

Mevr. E. HUYTEBROECK

Nota's

(1) *Documenten van het Parlement* :

Gewone zitting 2006-2007

A-312/1. Ontwerp van verordening

A-312/2. Verslag (verwijzing)

Integraal verslag

Bespreking : vergadering van donderdag 21 december 2006

Aanneming : vergadering van vrijdag 22 december 2006

MINISTERIE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2007 — 616

[2007/31047]

14 DECEMBRE 2006. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'octroi d'une allocation de fin d'année au personnel de l'Agence régionale pour la Propreté, Bruxelles-Propreté

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 19 juillet 1990 portant création de l'Agence régionale pour la Propreté, notamment l'article 8, § 2;

Vu l'arrêté royal du 23 octobre 1979 accordant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public;

Vu l'accord sectoriel 2005-2006, point 2.1. du protocole 2006/19 du 8 décembre 2006;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu l'avis à l'Inspection des Finances;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence justifiée par l'adoption du protocole 2006/19 prévoyant dès 2006 l'octroi d'une augmentation de la partie forfaitaire de l'allocation de fin d'année;

Sur la proposition du Ministre-Président,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Pour l'application des dispositions du présent article, il faut entendre par :

1° « rémunération », tout traitement, salaire ou indemnité tenant lieu de traitement ou de salaire, compte non tenu des augmentations ou de diminutions dues aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation;

2° « rétribution », la rémunération telle qu'elle est visée au 1° augmentée éventuellement de l'allocation de foyer ou de résidence;

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2007 — 616

[2007/31047]

14 DECEMBER 2006. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de toekenning van een eindejaarstoelage aan het personeel van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid, Net Brussel

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 1990 houdende oprichting van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid, inzonderheid op artikel 8, § 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 houdende toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige titularissen van een ten laste van de Schatkist bezoldigd ambt;

Gelet op het sectoraal akkoord 2005-2006, punt 2.1. van het protocol 2006/19 van 8 december 2006;

Gelet op het akkoord van de Minister van Openbaar Ambt;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de hoogdringendheid, gerechtvaardigd door de aanvaarding van het protocol 2006/19 dat vanaf 2006 de toekenning van een verhoging van het forfaitaire deel van de eindejaarstoelage voorziet;

Op voorstel van de Minister-Voorzitter,

Besluit :

Artikel 1. § 1. Voor de toepassing van de bepalingen van deze afdeling wordt verstaan onder :

1° « bezoldiging », elke wedde, elk loon of elke vergoeding in de plaats van wedde of loon, waarbij geen rekening gehouden wordt met de verhogingen of verminderingen tengevolge van schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen;

2° « beloning », de bezoldiging zoals deze bedoeld is in 1°, eventueel vermeerderd met de haardtloelage of met de standplaatstoelage;

3° « rétribution brute », la rétribution telle qu'elle est visée au 2°, compte tenu des augmentations ou de diminutions dues aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation;

4° « période de référence », la période qui s'étend du 1^{er} janvier au 30 septembre de l'année considérée;

5° par « prestations complètes », les prestations dont l'horaire est tel qu'elles absorbent totalement une activité professionnelle normale.

§ 2. Les agents bénéficient d'une allocation de fin d'année aux conditions et modalités fixées dans le présent article.

§ 3. L'agent qui, en tant que titulaire d'une fonction comportant des prestations complètes, a perçu la totalité de sa rémunération pendant toute la période de référence, bénéficie de la totalité du montant de l'allocation de fin d'année prévu aux §§ 6 à 9.

§ 4. Si l'agent, en tant que titulaire d'une fonction comportant des prestations complètes ou incomplètes, n'a pas perçu la totalité de sa rémunération visée au § 3, il bénéficie d'une allocation de fin d'année dont le montant est réduit au prorata de la rémunération qu'il a effectivement perçue.

§ 5. Si durant la période de référence, l'agent, titulaire d'une fonction comportant des prestations complètes ou incomplètes :

1° a bénéficié d'un congé parental;

2° n'a pas pu entrer en fonction ou a suspendu ses fonctions à cause des obligations qui lui incombent en vertu des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962, ou des lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980, à l'exclusion dans les deux cas du rappel par mesure disciplinaire, ces périodes sont assimilées à des périodes durant lesquelles il a bénéficié de la totalité de sa rémunération.

§ 6. Le montant de l'allocation de fin d'année est composé d'une partie forfaitaire et d'une partie variable.

§ 7. Le montant de l'allocation de fin d'année se calcule comme suit :

1° pour la partie forfaitaire :

pour l'année 2006 : 361,9242 EUR;

pour l'année 2007 : le montant de la partie forfaitaire octroyée en 2006, augmentée d'une fraction dont le dénominateur est l'indice-santé du mois d'octobre de l'année précédente et le numérateur l'indice-santé du mois d'octobre de l'année considérée. Ce résultat est augmenté de 100,00 EUR; le résultat obtenu est établi jusqu'à la quatrième décimale;

pour les années suivantes, le montant de la partie forfaitaire octroyée l'année précédente augmentée d'une fraction dont le dénominateur est l'indice-santé du mois d'octobre de l'année précédente et le numérateur l'indice-santé du mois d'octobre de l'année considérée; le résultat obtenu est établi jusqu'à la quatrième décimale inclusivement;

2° pour la partie variable :

la partie variable s'élève à 2,5 p.c. de la rétribution annuelle brute qui a servi de base au calcul de la rétribution due au bénéficiaire pour le mois d'octobre de l'année considérée.

§ 8. Si l'agent n'a pas bénéficié de sa rétribution pour le mois d'octobre de l'année considérée, la rétribution annuelle brute à prendre en considération pour la calcul de la partie variable de l'allocation, est celle qui aurait servi de base pour calculer sa rétribution pour ce mois, si elle avait été due.

§ 9. Pour l'agent qui bénéficie de la rémunération garantie conformément à l'arrêté royal du 29 juin 1973 accordant une rétribution garantie à certains agents des services publics fédéraux, le montant à prendre en considération pour le calcul de la partie variable de l'allocation de fin d'année est celui de la rémunération garantie.

§ 10. L'allocation de fin d'année est soumise aux retenues prévues en application des dispositions de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, sauf pour les bénéficiaires qui sont exclusivement soumis au régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, secteur des soins de santé.

§ 11. L'allocation de fin d'année est payée pendant le mois de décembre de l'année considérée.

3° « brutobeloning », de beloning zoals deze bedoeld is in 2°, rekening gehouden met vermeerderingen of verminderingen ten gevolge van de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen;

4° « referentieperiode » : de periode van 1 januari tot en met 30 september van het in aanmerking genomen jaar;

5° « volledige prestaties », de prestaties waarvan de uurregeling een normale beroepsactiviteit volledig in beslag neemt.

§ 2. De ambtenaren genieten een eindejaarstoelage onder de voorwaarden en volgens de regels die in dit artikel worden bepaald.

§ 3. De belanghebbende geniet het volledige bedrag van de in §§ 6 tot 9 bepaalde toelage, indien hij als titularis van een ambt met volledige prestaties de volledige bezoldiging heeft genoten tijdens de hele duur van de referentieperiode.

§ 4. Wanneer de betrokkene niet de volledige in § 3 bedoelde bezoldiging heeft genoten, als titularis van een ambt met volledige of onvolledige prestaties, wordt het bedrag van de toelage verminderd naar rata van de bezoldiging die hij werkelijk heeft ontvangen.

§ 5. Wanneer de belanghebbende, als titularis van een ambt met volledige of onvolledige prestaties, tijdens de referentieperiode :

1° met ouderschapsverlof was;

2° niet in dienst is kunnen treden of zijn ambtsverrichtingen heeft geschorst wegens de verplichtingen hem opgelegd door de militiewetten, gecoördineerd op 30 april 1962, of door de wetten houdende het statuut van de gewetensbezwaarden, gecoördineerd op 20 februari 1980, met uitsluiting in beide gevallen van de wederoproeping om tichtredenen, worden deze periodes gelijkgesteld met periodes tijdens welke hij de volledige bezoldiging heeft genoten.

§ 6. Het bedrag van de eindejaarstoelage bestaat uit een forfaitair gedeelte en een veranderlijk gedeelte.

§ 7. Het bedrag van de eindejaarstoelage wordt als volgt berekend :

1° voor het forfaitair gedeelte :

voor het jaar 2006 : 361,9242 EUR;

voor het jaar 2007 : het bedrag van het forfaitair gedeelte toegekend in 2006, verhoogd met een breuk waarvan de noemer gelijk is aan het gezondheidsindexcijfer van de maand oktober van het vorige jaar en de teller gelijk is aan het gezondheidsindexcijfer van de maand oktober van het bedoelde jaar. Dit resultaat wordt verhoogd met 100,00 EUR; het verkregen resultaat wordt berekend tot op vier decimalen;

voor de volgende jaren, wordt het bedrag van het forfaitair gedeelte toegekend tijdens het vorige jaar, telkens vermeerderd met een breuk waarvan de noemer gelijk is aan het gezondheidsindexcijfer van de maand oktober van het vorige jaar en de teller gelijk is aan het gezondheidsindexcijfer van de maand oktober van het bedoelde jaar; het bekomen resultaat wordt berekend tot op vier decimalen;

2° voor het wijzigbaar gedeelte :

het wijzigbaar gedeelte bedraagt 2,5 % van de jaarlijkse brutobeloning die tot grondslag diende voor de berekening van de beloning aan de gerechtigde verschuldigd voor de maand oktober van het in aanmerking genomen jaar.

§ 8. Wanneer de betrokkene het voordeel van zijn beloning niet heeft genoten voor de maand oktober van het in aanmerking genomen jaar, komt voor de berekening van het wijzigbaar deel van de toelage die jaarlijkse brutobeloning in aanmerking welke voor de berekening van zijn beloning voor deze maand tot grondslag zou hebben gediend, indien deze laatste bedning verschuldigd was geweest.

§ 9. Voor de ambtenaar die een gewaarborgde bezoldiging geniet overeenkomstig het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende toekenning van een gewaarborgde bezoldiging aan sommige personeelsleden van de federale overheidsdiensten, zal het bedrag van de gewaarborgde bezoldiging in aanmerking moeten genomen worden voor de berekening van het wijzigbaar deel van de eindejaarstoelage.

§ 10. Op de eindejaarstoelage worden de inhoudingen verricht welke zijn vastgesteld krachtens de bepalingen van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders behalve voor de gerechtigden die uitsluitend onderworpen zijn aan de regeling van verplichte verzekering tegen ziekte en invaliditeit, sector geneeskundige verzorging.

§ 11. De eindejaarstoelage wordt uitbetaald tijdens de maand december van het in aanmerking genomen jaar.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} janvier 2006.

Art. 3. L'arrêté royal du 23 octobre 1979 accordant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public est abrogé en ce qui concerne le personnel de l'Agence régionale pour la Propreté.

Art. 4. Le Ministre qui a la Propreté publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 décembre 2006.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine, du Logement, de la Propreté publique et de la Coopération au Développement,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,

G. VANHENGEL

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2006.

Art. 3. Het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 houdende toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige titularissen van een ten laste van de Schatkist bezoldigd ambt wordt opgeheven wat betreft het personeel van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid.

Art. 4. De Minister bevoegd voor Openbare Netheid wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 14 december 2006.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing, Huisvesting, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking,

Ch. PICQUE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

G. VANHENGEL

**COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

F. 2007 — 617

[C — 2007/31042]

**22 DECEMBRE 2006. — Ordonnance
contenant le budget des dépenses de la Commission
communautaire commune pour l'année budgétaire 2007 (1)**

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 135 de la Constitution.

Art. 2. Il est ouvert pour les dépenses du budget de la Commission communautaire commune afférentes à l'année budgétaire 2007 des crédits s'élevant aux montants ci-après :

<i>En euro</i>	Crédits de liquidation — Vereffeningkredieten	Crédits d'engagement — Vastleggingskredieten	<i>In euro</i>
Crédits non dissociés	—	—	Niet-gesplitste kredieten
Crédits dissociés	72.267.000	84.922.000	Gesplitste kredieten
Crédits années antérieures	—	—	Kredieten vorige jaren
Total	72.267.000	84.922.000	Totaal

Ces crédits sont énumérés au tableau annexé à la présente ordonnance.

Art. 3. Par dérogation à l'article 5, alinéa 2, 2°, à l'article 7 et à l'article 41, de l'ordonnance organique fixant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle, les crédits non dissociés de type a et d engagés durant l'année budgétaire 2006 peuvent, à concurrence des parties non ordonnancées de ces engagements pendant cette année, être reportés en 2007 où ils restent disponibles pour la liquidation, l'ordonnancement et le paiement des dépenses y relatives jusqu'au 31 décembre 2007.

Art. 4. Tous les comptables désignés sur la base des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat du 17 juillet 1991 restent en fonction jusqu'à ce qu'un nouvel arrêté ou une nouvelle décision mette fin à leur désignation actuelle.

Art. 5. Les dépenses auxquelles les régisseurs d'avances se sont engagés à charge des fonds qu'ils gèrent et qui ne seraient pas encore payées au 31 décembre 2006, peuvent en 2007, le cas échéant, être engagées, liquidées, ordonnancées et payées à charge des allocations de base auxquelles leurs avances de fonds y relatives ont été imputées.

Art. 6. Par dérogation à l'article 15 de la loi organique de la Cour des Comptes du 29 octobre 1846, des avances de fonds d'un montant de 50.000 euros peuvent être consenties aux régisseurs d'avances, à l'effet de payer, indépendamment des menues dépenses, les créances n'excédant pas 5.000 euros.

**GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**

N. 2007 — 617

[C — 2007/31042]

**22 DECEMBER 2006. — Ordonnantie
houdende de uitgavenbegroting van de Gemeenschappelijke
Gemeenschapscommissie voor het begrotingsjaar 2007 (1)**

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een materie bedoeld in artikel 135 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de uitgaven van de begroting van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie voor het begrotingsjaar 2007 worden kredieten geopend ten bedrage van :

Deze kredieten worden opgesomd in de bij deze ordonnantie gevoegde tabel.

Art. 3. In afwijking van artikel 5, 2e lid, 2°, artikel 7 en artikel 41, van de organieke ordonnantie houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle, mogen de in het begrotingsjaar 2006 vastgelegde niet-gesplitste kredieten van het type a en d, ten bedrage van de in dat jaar niet geordonnanceerde gedeelten van deze vastleggingen, overgedragen worden naar 2007 waar zij tot 31 december 2007 beschikbaar blijven voor de vereffening, de ordonnanciering en de betaling van de ermee verbonden uitgaven.

Art. 4. Alle op basis van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit van 17 juli 1991 aangestelde rekenplichtigen blijven in functie tot op het moment dat een nieuw besluit of een nieuwe beslissing een einde maakt aan hun huidige aanstelling.

Art. 5. De uitgaven waartoe de beheerders van de voorschotten zich ten laste van de door hen beheerde gelden hebben verbonden en die op 31 december 2006 nog niet zouden zijn betaald, mogen in 2007, in voorkomend geval, worden vastgelegd, vereffend, geordonnanceerd en betaald ten laste van de basisallocaties waarop hun daarmee verbonden geldvoorschotten werden aangerekend.

Art. 6. In afwijking van artikel 15 van de organieke wet op het Rekenhof van 29 oktober 1846, mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 50.000 euro verleend worden aan de beheerders van de voorschotten, om onafhankelijk van de kleine uitgaven de schuldvorderingen te betalen die 5.000 euro niet te boven gaan.